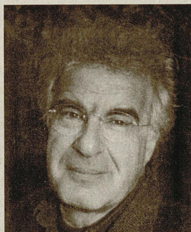
Elections européennes du 13 juin 1999

Dimanche 6 juin, à 15 heures
au Zénith (Paris - Porte de Pantin)

Meeting de la liste conduite par

Arlette Laguiller et Alain Krivine

présentée par
Lutte Ouvrière
et la
Ligue Communiste Révolutionnaire

Dans les classes populaires, il n'est guère de famille qui ne soit touchée, d'une manière ou d'une autre, par le chômage. Il y a les trois millions de chômeurs «recensés», et c'est déjà énorme. Mais il y a aussi les millions de travailleuses et de travailleurs qui ne gagnent qu'un salaire moyen bien inférieur au SMIC, à cause de la multiplication des emplois précaires, qui fait alterner périodes de travail et périodes de chômage, à cause aussi du temps partiel imposé, ou des divers stages sous payés. Et dès qu'on travaille 78 heures par mois, on n'est plus chômeur pour les statistiques officielles.

Il y a tous ceux qui après avoir été licencié ont retrouvé un emploi au prix d'une perte de salaire. Et les travailleurs qui ont eu la chance de conserver leur emploi voient aussi leur revenu diminuer, parce que les salaires n'augmentent pas et aussi parce que bien souvent il faut aider un membre de la famille sans travail.

Loin d'avoir amélioré la situation du monde du travail, le gouvernement de la «gauche plurielle» n'a fait que poursuivre dans la même voie que la droite. Sa politique peut se résumer simplement : de bonnes paroles pour les travailleurs, des cadeaux pour le grand patronat.

En prétendant faire du «social», la loi Aubry a ouvert de nouvelles possibilités au patronat pour imposer encore plus de «flexibilité», c'est à dire le droit pour les patrons d'imposer les

horaires de travail de leur choix, en fonction du profit maximum, au mépris de la santé des travailleurs et de leur vie de famille. Et bien évidemment, cette possibilité d'imposer des heures supplémentaires non seulement sans embaucher, mais même sans les payer, quand les carnets de commandes sont pleins, aura pour conséquences d'aggraver le problème de l'emploi et de réduire encore les revenus des travailleurs.

Le gouvernement se dispose aussi, après les élections, à augmenter encore la durée des cotisations nécessaires pour avoir droit à une retraite complète, dans le privé comme dans le secteur public, c'est à dire à reprendre le plan Juppé.

On n'a pourtant jamais produit autant de richesses. La plupart des grandes entreprises sont florissante. Les riches ne cessent de s'enrichir comme l'atteste la montée constante des cours de la Bourse. Les capitaux ne manquent pas pour financer les opérations de rachats d'autres entreprises ou de fusions dans l'automobile, la pharmacie, l'assurance ou la banque, dont on entend parler tous les jours, et qui se traduisent toujours, souvent à court terme, par de nouvelles et importantes suppressions d'emploi.

Ce gouvernement ne veut pas plus que ses prédécesseurs prendre sur les profits des grands capitalistes pour lutter contre le chômage. Il continue au contraire la politique qui consiste à multiplier les cadeaux fiscaux voire les subventions au grand patronat.

Pourtant, face au drame social et humain, à la catastrophe nationale (et européenne) que constitue le chômage, il faudrait imposer des mesures d'urgences :

– l'interdiction des licenciements collectifs, et la réquisition des entreprises qui passeraient outre (à commencer par celles qui font des bénéfices et qui osent malgré tout licencier) ;
– l'arrêt de tous les cadeaux au patronat, l'augmentation de l'impôt sur les bénéfices (au moins au taux qui était en vigueur sous Giscard), et l'utilisation des fonds ainsi récupérés pour créer les milliers d'emplois utiles qui font cruellement défaut dans les hôpitaux, les transports en commun, l'éducation nationale, la construction d'habitations populaires, etc.
– l'abolition du secret commercial, industriel et bancaire, afin que toutes les informations concernant les finances des entreprises, la fortune et les revenus des grands capitalistes comme des hommes politiques, apparaissent au grand jour.

Oui, il faut prendre des mesures radicales contre le chômage, sans avoir peur de s'en prendre aux profits capitalistes. Ce programme, qui concerne de la même manière tous les travailleurs d'Europe, dont les problèmes sont les mêmes que ceux des travailleurs de ce pays, est au cœur de la campagne menée par Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire.

A l'Europe des industriels et des banquiers, pour leur permettre de faire toujours plus de profits, elle opposera la perspective d'une Europe des travailleurs, où l'économie sera au service des producteurs, d'une Europe qui permettra l'épanouissement de tous les peuples et de toutes les nationalités.

Lutte Ouvrière vous appelle à venir nombreux apporter votre soutien à la liste conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine

le dimanche 6 juin à 15 heures au Zénith (Paris - Porte de Pantin).

Entrée libre et gratuite.

IMS - 93300 AUBERVILLIERS